



PRÉSIDENCE

-----  
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL *UL*  
-----

**ARRETE N° 026 /UL/P/SG/2019**

***portant organisation, gestion et sécurisation des réunions et manifestations à l'Université de Lomé***  
-----

**LE PRESIDENT DE L'UNIVERSITE DE LOME,**

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;  
Vu la loi n° 97-14 du 10 septembre 1997 portant statuts des Universités du Togo, ensemble les textes qui l'ont modifiée ;  
Vu le décret n° 70-156/PR du 14 septembre 1970 portant création de l'Université du Bénin ;  
Vu le décret n° 2001-024/PR du 09 mars 2001 portant changement de la dénomination «Université du Bénin» ;  
Vu le décret n° 2016-065/PR du 11 mai 2016 portant nomination du président de l'Université de Lomé ;  
Vu l'arrêté n° 0012/UL/CP/2004 du 20 octobre 2004 portant création d'un Corps de Police à l'Université de Lomé ;  
Vu l'arrêté n° 126/UL/P/SG/2018 du 26 novembre 2018 portant création d'une commission sécurité des manifestations (COSEM) à l'Université de Lomé ;  
Vu l'arrêté n° 127/UL/P/SG/2018 du 26 novembre 2018 portant nomination des membres de la commission sécurité des manifestations (COSEM) à l'Université de Lomé ;  
Vu le rapport de la commission sécurité des manifestations à l'Université de Lomé ;

**ARRETE :**

**TITRE PRELIMINAIRE : DES DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 1<sup>er</sup>: Objet**

Le présent arrêté définit les conditions d'organisation et de tenue des réunions et manifestations sur le campus de Lomé.

Il s'applique :

- aux réunions et manifestations des membres du personnel d'enseignement et de recherche (PER), du personnel administratif, technique et de service (PATS), des étudiants et des associations autorisées à exercer leurs activités sur le campus universitaire de Lomé ;
- aux réunions et manifestations découlant de l'exercice du droit syndical par le personnel d'enseignement et de recherche (PER) et le personnel administratif, technique et de service (PATS) de l'Université de Lomé ;

- à l'encadrement et à la sécurisation des réunions et manifestations au sein du campus de Lomé.

## **Article 2 : Définitions**

Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- **réunion** : tout rassemblement momentané des membres de la communauté universitaire, concerté et organisé, quel qu'en soit l'objet ;
- **réunion publique** : réunion à laquelle tout citoyen appartenant à la communauté universitaire a librement accès, que cette réunion ait lieu dans un endroit clos ou non, même si elle ne concerne qu'une catégorie de la communauté universitaire ;
- **réunion privée** : réunion qui se tient en lieu clos, privé ou non et qui est strictement réservée à certaines personnes nominativement et spécialement invitées ou conviées ;
- **manifestation** : tout cortège, défilé rassemblant les membres de la communauté universitaire quel qu'en soit l'objet ;
- **réunion et manifestation religieuses** : tout rassemblement ou tout cortège, défilé des membres de la communauté universitaire autour d'une croyance ou pratique religieuse.
- **réunion-manifestation** : tout rassemblement momentané des membres de la communauté universitaire, concerté et organisé quel qu'en soit l'objet qui débouche sur un cortège, un défilé ou un rassemblement ;
- **réunion et manifestation pacifiques** : tout rassemblement momentané des membres de la communauté universitaire, concerté et organisé, quel qu'en soit l'objet, ou tout cortège, défilé ou rassemblement des membres n'ayant pas un objet violent ou n'étant pas destiné à créer, encourager ou inciter à la violence, sans instruments de violence, ou encore ne portant pas atteinte à l'ordre public ;
- **voie publique** : toute aire de passage ou de circulation habituellement et notoirement ouverte à l'usage public sur le campus de Lomé, même en l'absence d'aménagement particulier ou d'une décision d'affectation ou de classement ;
- **lieu public** : toute aire ouverte habituellement et notoirement à l'usage de la communauté universitaire, qu'elle soit close ou non.

## **TITRE I<sup>er</sup> : DES REUNIONS ET MANIFESTATIONS**

### **CHAPITRE I<sup>er</sup> : DE LA RECONNAISSANCE DE LA LIBERTE DE REUNION ET DE MANIFESTATION**

**Article 3** : L'exercice de la liberté de réunion et de manifestation au sein du campus est reconnu aux membres du personnel d'enseignement et de recherche (PER), aux membres du personnel administratif, technique et de service (PATS) et aux étudiants de l'Université de Lomé conformément aux lois et textes réglementaires en vigueur.



**Article 4 :** N'exerce son droit de réunion et de manifestation sur le campus de Lomé qu'une association ou organisation enregistrée à l'Université de Lomé et régulièrement déclarée auprès du ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales.

**Article 5 :** Les membres du personnel d'enseignement et de recherche (PER) et du personnel administratif, technique et de service (PATS) et les étudiants peuvent s'organiser en associations, quelle que soit la dénomination, en vue de poursuivre un but compatible avec le but et les objectifs de l'Université tels que définis par les textes en vigueur.

**Article 6 :** Conformément aux statuts des universités publiques du Togo, toute réunion ou manifestation organisée par les étudiants ou associations estudiantines sur le campus de Lomé doit revêtir un caractère scientifique, culturel ou sportif.

**Article 7 :** Seuls les membres du personnel d'enseignement et de recherche (PER), les membres du personnel administratif, technique et de service (PATS) et les étudiants régulièrement inscrits et, leurs associations régulièrement constituées sont autorisés à exercer leur droit de réunion et de manifestation pacifiques sur le campus de Lomé.

**Article 8 :** Les membres du personnel d'enseignement et de recherche (PER), les membres du personnel administratif, technique et de service (PATS) et les étudiants non affiliés à une association ou organisation peuvent également exercer leur droit de réunion et/ou de manifestation dans le respect des conditions prévues au chapitre II du présent titre.

**Article 9 :** Les réunions et manifestations à caractère violent ou avec objets de violence, quelle que soit leur nature, sont interdites.

En aucun cas, les réunions et manifestations organisées sur le campus ne doivent ni troubler, ni empêcher le déroulement normal des activités d'enseignement et de recherche.

## **CHAPITRE II : DES CONDITIONS D'EXERCICE DE LA LIBERTE DE REUNION ET DE MANIFESTATION PACIFIQUES**

**Article 10 :** La tenue d'une réunion ou d'une manifestation pacifique et sans violence est soumise à un régime d'information préalable.

**Article 11 :** L'information est faite au moyen d'une lettre de déclaration indiquant :

- le nom de l'association organisatrice / les noms et prénoms des organisateurs ;
- la nature de l'activité, réunion ou manifestation ou réunion-manifestation ou réunion et manifestation ;
- les noms, prénoms et coordonnées des organisateurs et leur qualité au sein de l'association ;
- la date, le lieu et les horaires proposés pour la tenue d'une réunion ou d'une manifestation ;

- le motif ou l'ordre du jour de la réunion ou de la manifestation.

**Article 12** : La lettre de déclaration de la réunion ou de la manifestation est adressée au président de l'Université de Lomé, au plus tard cinq (5) jours ouvrables et au plus tôt trente (30) jours calendaires avant la date prévue pour la tenue de la réunion ou la manifestation.

**Article 13** : A la réception de la lettre de déclaration, les autorités universitaires :

- déterminent d'un commun accord avec les organisateurs, la date, le lieu et les horaires de la manifestation ou de la réunion dans le respect du déroulement des activités pédagogiques et académiques de l'Université et ;
- prennent en conséquence les mesures nécessaires pour assurer l'ordre et la sécurité.

**Article 14** : En l'absence de consensus entre les autorités universitaires et les organisateurs sur les modalités d'organisation et de tenue d'une réunion ou d'une manifestation, les autorités universitaires doivent soit :

- proposer de nouvelles modalités de tenue de la réunion ou de la manifestation, notamment la date, le lieu, les horaires et l'itinéraire ;
- interdire la réunion ou la manifestation si cette dernière est susceptible de porter gravement atteinte à l'ordre public ou de perturber le déroulement des activités de l'Université ou encore si l'objet de la réunion ou de la manifestation est incompatible avec le but et les objectifs assignés à l'institution.

La décision défavorable de l'Université, devant intervenir au moins 72 heures avant la date de la tenue de la réunion ou de la manifestation, est susceptible de recours devant le juge compétent, sans préjudice d'un recours amiable préalable.

Toutefois, le président de l'Université de Lomé peut interdire, à tout moment, l'organisation ou la tenue d'une réunion ou d'une manifestation sur le campus de Lomé lorsque les informations dont il dispose font état d'une menace de trouble à l'ordre public.

La décision portant interdiction de la réunion ou de la manifestation est obligatoirement motivée. Les organisateurs sont informés par tout moyen.

**Article 15** : La lettre de déclaration portant organisation d'une réunion ou d'une manifestation ne peut emporter une réunion ou une manifestation ou une réunion-manifestation ou une réunion et manifestation et inversement.

**Article 16** : Les organisateurs d'une réunion ou d'une manifestation sont responsables :

- de la conformité des activités prévues à l'ordre du jour ou au motif mentionné dans la lettre de déclaration ;
- de la bonne marche des activités prévues dans le respect des conditions de déroulement normal des activités de l'Université ;
- des libertés des autres membres de la communauté universitaire ;
- de la sécurité des biens publics et privés.



## **TITRE II: DES REUNIONS ET MANIFESTATIONS DU PERSONNEL D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE (PER) ET DU PERSONNEL ADMINISTRATIF, TECHNIQUE ET DE SERVICE (PATS)**

### **CHAPITRE I : DU DROIT SYNDICAL**

**Article 17** : Le droit syndical est reconnu au personnel d'enseignement et de recherche et au personnel administratif, technique et de service de l'Université.

**Article 18** : L'Université de Lomé garantit l'exercice des droits syndicaux au personnel d'enseignement et de recherche et au personnel administratif, technique et de service de l'institution dans le respect des textes en vigueur.

### **CHAPITRE II : DE L'EXERCICE DU DROIT SYNDICAL**

**Article 19** : Les réunions ou manifestations à caractère syndical doivent faire l'objet d'une information préalable formulée par l'organisation syndicale.

**Article 20** : Les organisations syndicales peuvent manifester pacifiquement sur le campus de Lomé.

La tenue d'une réunion ou d'une manifestation pacifique et sans objet de violence, à caractère professionnel, est soumise à un régime d'information préalable.

**Article 21** : L'information est faite au moyen d'une lettre de déclaration indiquant :

- le nom du syndicat organisateur ;
- les noms, prénoms et coordonnées des organisateurs ;
- les noms, prénoms et coordonnées des représentants des syndicats ;
- la date, le lieu et les horaires proposés pour la tenue de la réunion, manifestation ;
- l'ordre du jour ou le motif de la réunion, manifestation.

**Article 22** : La lettre de déclaration de la réunion ou de la manifestation est adressée au président de l'Université de Lomé au plus tard cinq (5) jours ouvrables et au plus tôt trente (30) jours calendaires avant la date prévue pour la tenue de la manifestation contre un accusé de réception.

**Article 23** : A la réception de la lettre de déclaration ou d'information, les autorités universitaires :

- déterminent d'un commun accord avec les organisateurs, la date, le lieu et les horaires de la réunion ou de la manifestation dans le respect du déroulement des activités pédagogiques et académiques de l'Université et ;
- prennent en conséquence les mesures nécessaires pour assurer l'ordre et la sécurité.

**Article 24** : En l'absence de consensus entre les autorités universitaires et les organisateurs sur les modalités d'organisation d'une réunion ou d'une manifestation, les autorités universitaires doivent soit :

- proposer de nouvelles modalités de tenue de la réunion ou de la manifestation, notamment la date, le lieu, les horaires et l'itinéraire ;
- interdire la réunion ou la manifestation si cette dernière est susceptible de porter gravement atteinte à l'ordre public ou de perturber le déroulement des activités de l'Université ou encore si l'objet de la réunion ou de la manifestation est incompatible avec le but et les objectifs assignés à l'institution.

Dans tous les cas, la décision d'interdiction ou de modification des conditions d'organisation de la réunion ou de la manifestation, devant intervenir au moins 72 heures avant la date de la tenue de la réunion ou de la manifestation, est susceptible de recours devant le juge compétent, sans préjudice d'un recours amiable préalable.

**Article 25** : Les organisateurs d'une réunion ou d'une manifestation sont responsables :

- de la conformité des activités prévues à l'ordre du jour ou au motif mentionné dans la lettre de déclaration ;
- de la bonne marche des activités prévues dans le respect des conditions de déroulement normal des activités de l'Université ;
- des libertés des autres membres de la communauté universitaire ;
- de la sécurité des biens publics et privés.

**Article 26** : En cas de nécessité de service, certains agents, notamment du personnel d'enseignement et de recherche, administratif, technique et de service peuvent être réquisitionnés par l'autorité compétente.

### **TITRE III : DU MAINTIEN DE L'ORDRE LORS DES REUNIONS ET MANIFESTATIONS**

#### **CHAPITRE I : DU CHAMP D'INTERVENTION DU CORPS DE POLICE DE L'UNIVERSITE DE LOME (COPUL)**

**Article 27** : Le service d'ordre et de sécurité sur le campus de Lomé est assuré par le corps de police de l'Université de Lomé (COPUL).

Le COPUL garantit un environnement sécuritaire propice à l'enseignement et à la vie universitaires, notamment la sécurité des personnes et des biens dans le respect de ses missions et attributions.

**Article 28** : Une réunion ou une manifestation autorisée, organisée par toute association ou organisation sur le campus de Lomé, est encadrée par le service d'ordre et de sécurité du COPUL.



Les organisateurs des réunions ou manifestations collaborent avec le COPUL en vue d'assurer l'ordre et la sécurité des membres de la communauté universitaire.

## **CHAPITRE II : DE L'INTERVENTION DES FORCES DE SECURITE NATIONALES**

**Article 29** : L'encadrement d'une réunion ou d'une manifestation sur le campus universitaire de Lomé par le COPUL, ne peut empêcher la possibilité d'intervention des forces de sécurité nationales à la demande du président de l'Université.

**Article 30** : Les modalités de maintien et de rétablissement de l'ordre par les forces de sécurité nationales sur le campus de Lomé sont régies par les lois et textes en vigueur.

## **TITRE IV : DES MESURES DISCIPLINAIRES ET SANCTIONS**

### **CHAPITRE I : DES MESURES DISCIPLINAIRES ET SANCTIONS APPLICABLES AUX ETUDIANTS**

**Article 31** : Tout dérapage ou acte répréhensible commis lors d'une réunion ou d'une manifestation et ayant causé un dommage à une personne, à un bien public ou privé ou encore à l'image de l'Université de Lomé, expose les organisateurs à des sanctions et/ou à des mesures disciplinaires, sans préjudice des autres poursuites judiciaires qui peuvent être engagées à l'encontre des auteurs.

**Article 32** : Suivant le degré de gravité de l'acte, les sanctions disciplinaires suivantes sont prononcées :

- l'avertissement ;
- le blâme ;
- l'exclusion de l'Université de Lomé pour une durée maximum de 5 ans ;
- l'exclusion définitive de l'Université de Lomé ;
- l'exclusion de tout établissement public d'enseignement supérieur du Togo pour une durée maximum de 5 ans ;
- l'exclusion définitive de tout établissement public d'enseignement supérieur du Togo.

Les sanctions disciplinaires sont inscrites au dossier des intéressés. L'avertissement et le blâme sont effacés automatiquement au bout de un (1) an si aucune sanction n'est intervenue pendant cette période.

**Article 33** : L'étudiant à l'encontre de qui la décision a été rendue et le président de l'Université de Lomé peuvent faire appel de la décision, dans un délai de deux (2) mois, devant la juridiction administrative compétente sans préjudice d'un recours amiable devant le conseil de l'Université.

## CHAPITRE II : DES MESURES DISCIPLINAIRES ET SANCTIONS APPLICABLES AU PERSONNEL D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE (PER) ET AU PERSONNEL ADMINISTRATIF, TECHNIQUE ET DE SERVICE (PATS)

**Article 34 :** Les sanctions contre le personnel d'enseignement et de recherche (PER) et le personnel administratif, technique et de service (PATS) sont prononcées par le conseil de discipline de l'Université de Lomé, conformément aux textes et procédures en vigueur.

### TITRE V : DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

**Article 35 :** Le présent arrêté qui abroge toutes les dispositions antérieures contraires, prend effet à compter de sa date de signature et sera publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 JUIN 2019.



**Professeur Dodzi Komla KOKOROKO**

#### **Ampliations**

- MESR ..... 1
- PUL ..... 2
- 1<sup>er</sup> VP/UL ..... 1
- 2<sup>ème</sup> VP/UL ..... 1
- SG/UL ..... 2
- AC/UL ..... 2
- SF ..... 2
- Etablissements UL ..... N
- Scs centraux UL ..... N
- COPUL ..... 1
- Syndicats UL ..... 6
- Organisations ét. .... N
- DGA ..... 1